

ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

récupération

Question écrite n° 21124

Texte de la question

M. Daniel Fidelin appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur le problème des immeubles à usage mixte, agricole et d'habitation. Les propriétaires désireux d'entreprendre des travaux de rénovation de bâtiments, ne peuvent pas, semble-t-il, récupérer la TVA dès lors que ce bâtiment sert d'habitation et d'usage agricole. Pourtant ils sont soumis au régime de la TVA agricole. Cette situation est très préjudiciable ; aussi, le remercie t-il de bien vouloir lui donner son sentiment sur ce point et de lui indiquer s'il compte faire évoluer cette situation.

Texte de la réponse

Aux termes de l'article 271 du code général des impôts, la taxe sur la valeur ajoutée qui a grevé les éléments d'une opération imposable est déductible de la taxe applicable à cette opération. Ce principe est de portée générale et s'applique par conséquent, de la même façon, aux exploitants agricoles, imposables à la TVA de plein droit ou sur option. Autrement dit, seule la taxe ayant grevé les biens et services nécessaires et affectés à l'exploitation est déductible. Sont ainsi considérés les biens et services dont l'utilisation pour les besoins privés de l'assujetti ou pour ceux de son personnel ou plus généralement à des fins étrangères à son entreprise est inférieure à 90 %. Naturellement, en cas d'utilisation mixte, seule la part affectée à l'activité soumise à la TVA justifie la déduction. L'application de ces règles générales n'est donc pas de nature à créer des situations préjudiciables. Toutefois, si une situation particulière était visée par la question, seule la communication d'informations précises permettrait de lui apporter une réponse plus complète.

Données clés

Auteur : M. Daniel Fidelin

Circonscription: Seine-Maritime (9e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite Numéro de la question : 21124

Rubrique: Tva

Ministère interrogé : économie Ministère attributaire : économie

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 30 juin 2003, page 5069 Réponse publiée le : 17 novembre 2003, page 8819